

[Text]

Mr. Berg: In certain industrial applications, using energy very inefficiently in China and India as opposed to Canada, which is reasonably efficient at the world level.

Mr. McCloskey: The short answer is "no", we have not done any work. As I mentioned, we are at the outset of looking at this whole area. The case has been made by some people that developed countries could better spend by not doing anything in this whole area and transferring all the money that would otherwise be raised through taxes to the underdeveloped countries in terms of helping them improve their energy efficiency and getting away from some of the terrible practices we have. However, no, we have not done any real study of that. I do not know that it is a practical option.

With respect to foreign aid, focusing on this area might be something that will happen, but there is a great deal of work being done in all other developed countries on the whole issue of environmental taxation. I do not think the developed countries of the world—Jerry, you were in Rio. You can comment on this better than I can. I think it would be difficult for the developed countries of the world to say, "We are not going to do anything. It is a problem for the underdeveloped countries. We will help you out, but if you guys clean up your act, the world would be better off." I doubt that would be looked on favourably by underdeveloped countries.

The Chairman: I have a final question on this idea of competitive equity where you say the U.S. is proceeding in a certain route on CFCs so that their industry will not be hurt. They protect their industry so it can achieve desired environmental objectives. They do not need to worry about competitiveness because they build in pages and pages of requirements when the competing product comes in. This represents an interesting opportunity for protectionism as well. Have you looked at the GATT, NAFTA, and the FTA environment in that context? Is it possible to do that?

Mr. McCloskey: It is possible to do it, as long as your domestic industry is not treated more favourably than the imports you would be bringing in. In this case, they would not appear to be, although the import regime—and I have only had a very quick look at it—is so complex, it is very difficult to work through. Perhaps somebody could make a case—I do not know that anybody has—that they are being treated unfairly because of the way it has been structured. There would certainly be potential for that occurring, maybe not overtly, but through error.

[Traduction]

M. Berg: Dans certaines applications industrielles, où la Chine et l'Inde gaspillent beaucoup d'énergie comparative-ment au Canada, qui est relativement efficace à l'échelle mondiale.

M. McCloskey: En résumé, non, nous n'avons pas étudié la question. Comme je l'ai dit, nous ne faisons que commencer à explorer toute cette question. D'aucuns soutiennent que les pays développés feraient mieux de ne pas intervenir dans toute cette question et de transférer aux pays sous-développés l'équivalent des montants qu'on pourrait percevoir autrement sous forme de taxes, afin de les aider à améliorer leur efficacité énergétique et à abandonner certaines de leurs pratiques les plus dommageables. Cependant, nous n'avons pas encore vraiment étudié cette question. À ce que je sache, cela n'est pas une option envisagée.

En ce qui concerne l'aide à l'étranger, il se peut qu'on en vienne à mettre l'accent sur cet aspect, mais il y a beaucoup de travail qui se fait dans tous les autres pays développés sur la question globale de l'imposition de taxes environnementales. Je ne crois pas que les pays développés du monde—Jerry, vous étiez à Rio. Vous êtes mieux placé que moi pour en parler. Je crois que les pays développés pourraient difficilement s'en laver les mains et dire «Nous ne ferons rien. C'est le problème des pays sous-développés. Nous vous aiderons, mais si vous mettiez de l'ordre dans vos affaires, le monde ne s'en porterait que mieux.» Je doute que les pays sous-développés voient une telle attitude d'un bon oeil.

Le président: J'ai une dernière question au sujet de cette équité concurrentielle au nom de laquelle, dites-vous, les É.-U. suivent une certaine voie en ce qui concerne le contrôle des CFC de façon à protéger leur industrie. Ils agissent ainsi dans le but de permettre à leur industrie d'atteindre les objectifs souhaités sur le plan de la protection de l'environnement. Ils n'ont pas à craindre la concurrence, car ils introduisent des pages et des pages d'exigences lorsque le produit concurrent arrive sur leur marché. Cela laisse également entrevoir des possibilités intéressantes sur le plan du protectionnisme. Avez-vous examiné les ententes du GATT, de l'ALENA et de l'ALE dans ce contexte? Peut-on faire cela?

M. McCloskey: C'est possible, pourvu que vous n'accordiez pas à votre industrie nationale un traitement plus favorable que celui qui est réservé aux importations que vous laissez entrer. Dans le cas présent, il ne semble pas qu'il en soit ainsi, bien que le régime des importations—et je n'y ai jeté qu'un coup d'oeil très rapide—soit si complexe qu'il est très difficile de s'y retrouver. Certains pourraient peut-être soutenir—à ma connaissance, personne ne l'a fait jusqu'à maintenant—qu'ils reçoivent un traitement injuste en raison de la façon de structurer ce régime. Il n'y a aucun doute que cette situation peut se présenter, peut-être pas ouvertement, mais par suite d'une erreur.